

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BENIN

50 ème année - numéro 649

"Spécial" Attentes des Béninois

23 FEVRIER 1996 - 150 Francs CFA

HUIT CENT MILLIONS D'HOMMES ONT FAIM !

MESSAGE DE CAREME DE JEAN-PAUL II

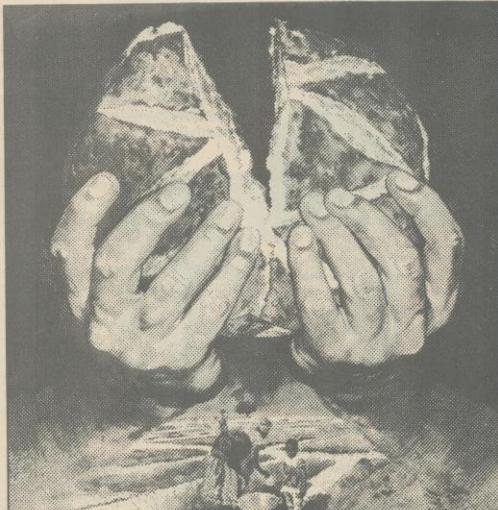
Huit cent millions d'êtres humains souffrent de la faim ou de la malnutrition. Doit-on se résigner à l'impuissance? Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II s'inscrit en faux contre un tel fatalisme.

Le carême, rappelle le Saint-Père dans son message pour le carême 1996, « invite les chrétiens à renouveler leur réponse personnelle et communautaire » à leur vocation baptismale et, par leur conversion, à « porter des fruits ». C'est aussi un chemin de réflexion dynamique et créative, un chemin d'amour qui ouvre l'âme des croyants à leurs frères, les orientant vers Dieu, en vivant la charité, le commandement nouveau donné par Jésus à ses disciples.

Comme les Apôtres à Bethsaïde qui n'ont que cinq pains et deux poissons pour nourrir la foule, on ne dispose que des moyens réellement insuffisants pour aider efficacement les huit cent millions de personnes qui luttent pour leur survie au seuil du troisième millénaire, constate le Pape. Faut-il pour autant se résigner à l'impuissance?

CHACUN PEUT APPORTER SA CONTRIBUTION A CONDITION DE SE CONVERTIR

« Nous pouvons tous faire quelque chose pour eux, chacun peut apporter sa contribu-



tion, proteste le Pape Jean-Paul II. Cela demande assurément des renoncements qui supposent une conversion intérieure profonde. Il faut évidemment revoir nos comportements, combattre l'hédonisme, nous opposer à l'indifférence et au transfert des responsabilités. »

Si la faim est un drame immense, écrit le Saint-Père Jean-Paul II, il n'en est que plus urgent d'apporter un soutien déterminé aux organisations et aux mouvements qui tentent de la soulager, « en privilégiant les personnes qui ne sont pas prises en charge par des programmes gouvernementaux ou internationaux », dans les pays les moins développés comme dans les pays industrialisés « où, malheureusement, s'élargit le fossé qui sépare le riche des pauvres ».

CONTRADICTION

Le Pape s'insurge contre tout fatalisme: « La terre est pourvue des ressources nécessaires pour alimenter l'humanité entière. Il faut savoir les utiliser avec intelligence en respectant l'environnement et les rythmes de la nature, en assurant l'équité et la justice dans les échanges commerciaux et une distribution des richesses qui tiennent compte du devoir de solidarité. Certains pourraient objecter que c'est là une grande

(Lire la suite à la page 8)

PRESIDENTIELLE 96 : QU'ATTENDENT LES BENINOIS DU FUTUR PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN ?

Sept candidats sont sur la ligne de départ pour la conquête du palais de la Marina. Ainsi en a décidé la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) le 13 février dernier. Il s'agit par ordre d'inscription de MM. Adrien Houngbédji, Nicéphore Dieudonné Soglo, Bruno Amoussou, Mathieu Kérékou, Pascal Fantodji, Léandre Agbovi Kouessan Djagoué, Lionel Assomption Jacques Antoine Agbo.

En cette phase de la campagne électorale, l'occasion est offerte à ces présidentiables de présenter officiellement et dans les grandes lignes leurs programmes de société. De cette façon, chaque candidat va s'évertuer à démontrer que c'est lui qui détient la clé du progrès, du développement de la République du Bénin et de l'épanouissement de chaque Béninois.

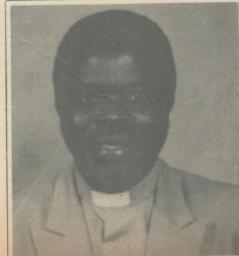
Plongé sous le poids de difficultés quotidiennes sans nombre et de tous ordres, scrutant l'avenir avec anxiété, les Béninois et Béninoises ont, malgré leurs soucis, leurs petites idées quant au devenir socio-politique du Bénin, quant à son développement tout court. Ils ont des préoccupations qui leur rongent le cœur, des priorités auxquelles ils souhaitent voir le futur Président de la République s'attaquer dès son investiture. Pour leur permettre de s'extérioriser et de partager leurs inquiétudes et leurs espoirs, notre bimensuel catholique de doctrine et d'information « La Croix du Bénin » a donné la parole à quelques Béninois et Béninoises avec la seule question que voici :

« Quels sont, selon vous, les problèmes préoccupants auxquels vous souhaiteriez que le futur Président de la République du Bénin s'attèle au cours de son quinquennat? »

Ci-après les réponses de ceux qui, contactés, ont bien voulu répondre à notre question

Pasteur Moïse Sagbohan

Président de l'Eglise Protestante Méthodiste du Bénin



Nous sommes heureux de prier et d'implorer la clémence et le soutien du Seigneur à tout moment. Lui qui a épargné notre pays le Bénin des difficultés et ennuis connus ailleurs. Ceci, depuis l'historique Conférence Nationale de Février 1990 jusqu'à l'élection démocratique du Président de la République dont le mandat tire à sa fin.

En cette veille de l'élection d'un nouveau Président de la République, il se trouve que l'Eglise Protestante Méthodiste du Bénin est dans la phase préparatoire de sa Conférence annuelle. Cela est aussi la source de notre immense joie et la raison que notre peuple est aimé de Dieu.

A la suite de notre rencontre annuelle, nous prions et écrivons à tous les présidiables, aux responsables politiques et

(Lire la suite à la page 2)

LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE LE BENIN D'UN

PRESIDENTIELLE 96 : QU'ATTENDENT LES BENINOIS DU FUTUR PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN ?

(Suite de la première page)

à toutes les institutions. L'objectif fondamental est d'exhorter à la solidarité, au dialogue et au consensus dont notre pays a toujours besoin pour aller de l'avant.

L'intérêt national doit l'emporter sur l'intérêt personnel quel qu'il soit.

Lorsqu'on est chrétien et qu'on se retrouve à un poste de responsabilité ecclésiastique ou politique, à quelque niveau que ce soit, il est nécessaire de ne pas oublier son appartenance à sa confession religieuse. Il se fait aujourd'hui que la totalité de nos présidentialiables portent des noms chrétiens. Alors, loin d'être des chrétiens de nom, chacun de nous doit, avec eux, s'efforcer de le démontrer, de le faire transparaître dans les faits, dans nos actes, dans nos vies.

Nous devons placer l'intérêt national au-dessus de tout. Celui des sept candidats qui sera choisi pour présider aux destinées de notre pays pour les cinq ans à venir, aura comme une des principales tâches, celle de privilégier l'intérêt national. Chrétien ou non, le futur Président doit se comporter honorablement et dignement comme un citoyen épis de justice, de vérité, d'amour, d'espérance et de toutes les ambitions positives possibles en vue du développement socio-économique du Bénin.

Le futur Président de la République devra contribuer à l'entretien, à la conservation et à la plénitude de la vie dans toutes ses dimensions. L'orientation donnée à notre Eglise dans le cadre d'un témoignage socio-économique pourrait servir d'exemple. Il faut restaurer nos œuvres et en créer d'autres afin de donner de l'espérance aux jeunes et aux enfants. C'est important, pour l'avenir, pour l'histoire. L'emploi est à créer. L'éducation, l'avenir de la jeunesse sont à repenser et réorienter.

Le futur Président de la République doit faire en sorte que l'espérance renaisse dans les cœurs, que le changement de nos mentalités devienne une réalité.

Le futur Président doit s'employer à la recherche du consensus dans ses rapports avec les divers composants de la vie socio-politique du pays en vue de son développement harmonieux. L'exemple de la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation de Février 1990 est là pour nous servir de boussole. Tout le monde étant concerné par le développement du pays, les différents acteurs de la vie politique doivent être associés à tout ce qui vise le développement du pays, donc de l'homme, du Béninois.

Le Père Mèdéwalé-Jacob Agossou

Curé de la paroisse Bon-Pasteur de Cotonou



Merci pour la question. Mais il est difficile d'y répondre. Vous demandez «les problèmes préoccupants». Dans les pays en développement comme le nôtre, tout est urgent, tout est préoccupant. Tous les secteurs sont à la fois préoccupants et exigent des solutions urgentes. Vouloir dire tel ou tel, c'est comme si l'on ne pense pas aux autres aussi; cependant il faut travailler; il faut sérié les questions, faire un programme et établir des priorités. Et pour parler des «problèmes préoccupants», il faut faire d'abord un diagnostic social, car la politique, c'est l'ensemble des solutions qu'appelle ce diagnostic social. Si on ne pose pas un diagnostic social bien clair, on va travailler en désordre. La priorité des priorités est donc de savoir quel est le diagnostic social de notre pays, le Bénin. C'est à partir de ce diagnostic social qu'on va chercher les remèdes et prescrire le traitement approprié.

La première ordonnance qu'on peut envisager en conformité avec le diagnostic posé, c'est de savoir quel est le portrait robot de celui qui peut appliquer une bonne thérapie au diagnostic, capable de juguler les maux constatés. C'est là qu'arrive le type de Président qu'on peut s'attendre, rechercher et choisir par vote en fonction du diagnostic posé.

Quand on parle politique, on parle économie. Il n'y a pas de politique sans économie politique. C'est là que le premier diagnostic doit montrer du doigt nos insuffisances en moyens efficaces de production, de circulation et de distribution des produits, de leur transformation et échange avec l'extérieur et l'intérieur. La priorité des priorités ici, dans la production, c'est qu'on puisse produire quantitativement et qualitativement et que cette production puisse atteindre les lieux de consommation nationaux et étrangers: donc il faut, les routes et autres voies de communication.

Le quinquennat qui s'achève, il faut le reconnaître, a fait beaucoup de macro-économie, c'est-à-dire qu'il s'est beaucoup

occupé des équilibres globaux et des infrastructures routières..... Je ne parle pas de Cotonou pour le moment. C'est très important, la macro-économie. J'ai vécu à l'étranger et j'ai vu qu'un pays, économiquement, ne peut pas décoller si les routes ne sont pas bonnes; si le paysan qui produit ne peut pas transporter facilement ses produits vers la ville et les usines... Ces macro-économies qui demandent de lourds investissements, nous pouvons dire qu'il y a, à peu près, démarré. Mais le pays profond, les villes et les cités ne la voient pas ainsi. Ils voient, surtout dans nos cités, ce qu'on appelle la micro-économie. Et c'est ici que la sensibilité des habitants est excitée.

Quand on dit micro-économie, c'est-à-dire, le salaire, le panier de la ménagère, le pouvoir de son porte-monnaie par rapport au prix du marché..., la dévaluation nous a touchés au niveau de la micro-économie; d'où la grogne de la population. Parce que la micro-économie, c'est « combien j'ai pour acheter quoi? ». Et les campagnes, sur ce point-là, sont excitantes et provocantes. Les gens se disent, « j'ai les routes, les pavés, mais je ne peux pas manger, je ne peux pas me soigner... c'est-à-dire que je n'ai pas de quoi satisfaire la consommation immédiate, les besoins essentiels dans ma maison.

Il faut que le diagnostic social regarde à la fois la macro-économie et la micro-économie. Celle-ci est une production seconde de l'échange des produits reçus de la macro-économie. La macro-économie demande des milliards d'aide alors que la micro-économie, c'est l'organisation du récu au bénéfice des habitants. C'est cela l'économie politique et un régime qui ne pense pas en ces termes, qui ne l'organise pas peut faire mille promesses. Ceux qui ne maîtrisent pas ces deux aspects: macro et micro-économie, ils peuvent prendre le pouvoir, mais ils ne pourront pas le gérer longtemps, car le ventre qui a faim n'a pas d'oreille.

Quand on quitte ce premier volet de macro et micro-économie, on tombe dans les institutions de formation et de gestion. Tous les différents ministères sont là. Si on

les interroge les uns après les autres, surgissent alors les problèmes qui se posent... Mais au niveau des relations à la fois internes entre les divers services, d'une part et, d'autre part, avec l'extérieur, nos échanges en matériels et en personnels et notre image de marque à l'extérieur, sont en jeu.

Un dicton de notre pays dit : ce que tu manges dans ta maison, celui qui est dehors, ne le sait pas...; par contre, s'il y a bagarre entre la femme et l'époux et les enfants, tout de suite, les gens de la maison d'en face viendront regarder en bâtauds. Il en est de même de notre image de marque à l'extérieur. La priorité des priorités ici dans ce deuxième volet, c'est l'organisation de la paix, de la conciliation et de la réconciliation en mettant tous les secteurs en accord les uns avec les autres au service les uns des autres... Aujourd'hui, nous avons une certaine image de marque respectée à l'extérieur; il faut la cultiver, la réinventer et tout faire pour la conserver. Notre rapport à l'extérieur est en fonction de nos rapports intérieurs. Mais ceci ne serait possible que si certaines conditions sont remplies.

Par exemple, l'éducation. Moi, je suis formateur. J'ai l'impression que les problèmes de formation ne préoccupent pas tellement nos hommes politiques. Or c'est là que se forment le Bénin de demain, les futurs Présidents de la République, Députés et autres Chefs de commune ainsi que les cadres de tous ordres: universités, collèges, centres d'apprentissage, tous les métiers. On a l'impression que la formation n'est pas au premier chef alors que la formation et l'éducation sont capitales. Mais cela n'a pas l'air de préoccuper les présidentialiables. Et c'est là que je ne trouve pas encore qui, sur ce point-là, présente un portrait robot recommandé et recommandable... L'éducation n'a pas l'air de préoccuper les enseignants non plus et pour cause. C'est au Bénin qu'on a le salaire universitaire le plus bas de la sous-région. C'est grave! On néglige les professeurs, les étudiants — et je parle ici des vrais —, les élèves. Moi j'ai fait l'Europe longtemps. Toutes les grèves qui ont fait tomber les régimes viennent toujours des universités.

(Lire la suite à la page 6)

"LA CROIX DU BENIN"

Rédaction et Abonnements

"LA CROIX DU BENIN"

B.P. 105 - Tél. (229) 32-11-19

COTONOU (République du Bénin)

Compte :

C.C.P. 12-76

C O T O N O U

Directeur de Publication

BARTHÉLEMY

ASSOCBA CAKPO

Dépôt légal n° 800

Tirage : 4 700 exemplaires

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Soutien 500 à 800 F CFA (50 à 80 FF)

Abonnement de Bonnefoie 10.000 à 15.000 F CFA (100 à 150 FF)

Abonnement d'Amis 20.000 F CFA et plus (200 FF)

Changement d'adresse 100 F CFA

TARIFS D'ABONNEMENTS par Avion

- Bénin 3.720 F CFA

- Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal et Togo 4.680 F CFA

- Guinée 2.960 F CFA

- Gabon, Tchad, Congo (Brazza), Cameroun et R.C.A. 5.760 F CFA

- France 5.760 F CFA

- Nigeria, Gambie, Ghana, Liberia et Sierra Leone 7.560 F CFA

- Kenya, Ouganda, Tanzanie 12.600 F CFA

- Kenya, Ouganda, Tanzanie 9.480 F CFA 34.80 FF

- Amérique (Nord, Centrale, Sud) 10.200 F CFA

- Europe (Italie, Allemagne Fédérée, R.F.A., Belgique, Espagne, Portugal, Suisse, Rome et Norvège) 8.520 F CFA 35.30 FF

- Canada 10.200 F CFA 32.00 FF

- Chine 12.600 F CFA 32.00 FF

IMPRIMERIE NOTRE-DAME - TÉL. (229) 32-12-07 - COTONOU (REPUBLIQUE DU BENIN)

CHRONIQUE DES TEMPS ANCIENS

LES BOSQUETS DU ROYAUME NAGO D'ISALE, HIER ET AUJOURD'HUI

Le royaume nago d'Isalé regroupait plusieurs villages dont les uns sont aujourd'hui au Nigeria et les autres en République du Bénin dans la région de Pobé, au Sud-Est du pays. Plusieurs bosquets sacrés y servaient de sanctuaires de divinités et en même temps de lieux de culte. Les plus importants d'entre eux sont à Isalé-Ibéré, le siège du pouvoir politique actuel.

Communément appelés forêts sacrées par les Béninois, ces bosquets sont, selon la typologie des habitants d'Isalé, de trois sortes : le bosquet de la divinité Aloché, celui d'Oguoba et celui d'Oro.

Pour situer dans le temps et l'espace ces trois bosquets, il convient de rappeler que les habitants de cette capitale ont eu à changer de site en raison d'un certain nombre de facteurs naturels et anthropiques défavorables à une occupation humaine permanente et heureuse du sol. A Isalé-Ibéré, premier chef-lieu du royaume, il existait déjà les trois bosquets sacrés ; Isalé-Ibéré n'est habité aujourd'hui que par moins d'un millier d'âmes, l'essentiel de la population s'étant installé à Ibéré après avoir transité par un autre site. Actuellement, les trois bosquets se répartissent comme suit : le bosquet d'Aloché est toujours à Isalé-Ibéré ; les deux autres divinités, Oguoba et Oro, ont été transférées à Ibéré dans «deux bosquets» qui en fait ne sont qu'un seul et même espace forestier dont une partie fut aménagée pour l'une des divinités et l'autre pour la deuxième. Dans la mentalité et la conception des gens, il s'agit de deux bosquets sacrés contigus puisque chacun a son entrée qui ne mène qu'au pied de chacune des deux divinités.

Aloché est la divinité poliade tutélaire d'Isalé ; du sexe masculin, on l'invoque pour la résolution des grands maux auxquels est confrontée la localité. Le passage du premier héritier lors de l'introduction pour des libations et des sacrifices dans le bosquet de cette grande divinité apparaît comme une séquence obligatoire du circuit initiatique à accomplir par tout candidat au trône d'Isalé depuis les origines jusqu'à nos jours.

Divinité mâle aux attributions en liaison avec le travail du fer, les activités guerrières et de chasse, Ogu est en honneur dans les aires culturelles ajatado et yoruba en général, ainsi qu'à Isalé en particulier. Cette divinité est si liée ici à la royauté qu'on l'appelle plus particulièrement Ogu-oba c'est-à-dire Ogu du roi. Ce dernier lors de son circuit initiatique passe aussi dans la forêt de cette divinité. Celle-ci est la seule à boire du sang humain ici puisque c'est à elle que le bûcheron décépate les condamnés à mort de la cour d'Isalé.

C'est de son bosquet qu'Oro, divinité mâle, genre de masque, sort pour circuler à travers la localité pour débarrasser d'éventuels mauvais esprits qui la hantent.

Comme tout bosquet sacré des aires culturelles ajatado et yoruba, ceux de ce royaume Nago sont interdits aux non initiés, et il est toujours formellement interdit de les détruire, même si cette disposition, respectée ici, ne l'est pas toujours ailleurs.

ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- AFIN Tayéwo : né vers 1920, cultivateur, quartier Afin à Isalé.
- AYODOLE Ladékan : né vers 1940, cultivateur, actuel dignitaire Aro, quartier Igbo-Abiyé à Isalé.
- MASSAFAYE Ladékan : né vers 1892, cultivateur, tambourinaire de Gbédú, ancien chef de village, quartier Saré à Isalé;
- OLUKPOONAN Isaké : né vers 1930, cultivateur, quartier Isaké (Estéman) à Isalé.

A. Félix Iroko

PRESIDENTIELLE 96

ET SI TOUS LES HOMMES ETAIENT VERTS COMME L'HERBE EN SAISON DE PLUIE

Un beau jour, en regardant la terre, le Bon Dieu se dit : « Combien ai-je dit aux hommes de s'aimer les uns les autres ? Mais ils continuent à se hâter. Car ils ne supportent pas d'être différents. Ils sont capables de s'entretenir parce que le nez des uns est plus aplati que le nez des autres et que la couleur de leur peau est plus claire que celle des autres. Ils se détestent parce que les uns sont nés en ville et les autres au village. Ne sont-ils pas tous nés de la même façon ? Je sais ce que je vais faire. Je vais leur donner une leçon. A partir du premier mars, tous les hommes auront la même couleur de peau. Ils seront tous verts — couleur de l'espérance — tellement qu'ils se ressembleront tous comme deux gouttes d'eau.

« Allélouia, Allélouia » chantèrent les anges en chœur, contents que le Bon Dieu finalement avait pris une bonne décision pour remettre de l'ordre sur la terre où ça allait de mal en pis.

Le Prix Nobel de la Biologie, le Professeur O'Neil se réveilla de bon matin et se regarda d'un oeil distrait dans son miroir. Il resta bouche-bée dans «deux bosquets» qui en fait ne sont qu'un seul et même espace forestier dont une partie fut aménagée pour l'une des divinités et l'autre pour la deuxième. Dans la mentalité et la conception des gens, il s'agit de deux bosquets sacrés contigus puisque chacun a son entrée qui ne mène qu'au pied de chacune des deux divinités.

Aloché est la divinité poliade tutélaire d'Isalé ; du sexe masculin, on l'invoque pour la résolution des grands maux auxquels est confrontée la localité. Le passage du premier héritier lors de l'introduction pour des libations et des sacrifices dans le bosquet de cette grande divinité apparaît comme une séquence obligatoire du circuit initiatique à accomplir par tout candidat au trône d'Isalé depuis les origines jusqu'à nos jours.

Il la regardait. Ce n'était pas sa femme, ça, mais une femme inconnue toute verte.

On sonna à la porte et une voix nasillarde cria : « C'est moi, votre voisin Simuhawa ». Mais O'Neil ne reconnaît pas la voix de son voisin japonais, et lorsque sa porte s'ouvrit, il vit sa propre image, seulement la couleur verte était moins foncée car il était cinq ans son cadet.

Les hommes se regardent, ébahis et stupéfaits. Et puis ils se mirent à rire, à rire, à rire, à rire aux larmes.

Dans le monde entier se produisent les mêmes scènes. Des millions et des millions d'hommes, de femmes et des enfants se regardaient dans leurs miroirs, terrifiés et incrédules. Ils téléphonèrent à la radio, à la télévision, aux hôpitaux, à la police, mais personne ne répondit à leur appel. Chacun fut préoccupé de son propre problème, de cette mystérieuse métamorphose. L'idée seule : donc je suis l'autre et l'autre est à mon image. Alors par conséquent, je ne suis plus personne, je n'ai plus d'identité... les tourmentait.

La panique gagnait aussi les grands de ce monde. Le Président des

Etats-Unis et le Premier Secrétaire de la République Populaire de Chine consatraient avec frayeur qu'ils étaient devenus semblables.

Pour la toute première fois ils firent une déclaration commune pour dire qu'ils n'y étaient pour rien et qu'ils allaient mettre tout en œuvre pour retrouver et arrêter le ou les coupables. Qu'ils s'engageraient solennellement à rétablir l'ordre dans le plus bref délai.

ceur vous en dit, lisez une fois et même deux fois, le message des Evêques du Bénin. Vous y découvrirez certaines choses (en plus la couverture de ce message là aussi est imprimee en vert)... ha, ha, ha... et il regagna sa peugeot 205.

Dans le monde, le désarroi faisait son chemin.

A l'aéroport international d'Athènes, on venait (à 9 H 45 exactement) de prendre un avion en otage. Quatre terroristes amateurs aux armes automatiques exigeaient d'Israël la libération d'un Palestinien. On confisquait tous les passeports. Un des quatre hurlait : « Si on ne libère pas le prisonnier, nous allons exécuter chaque heure un otage, en commençant par les Israéliens, puis les Américains, ensuite des Anglais, etc. »

C'est à ce moment-là qu'il se rendait compte d'avoir dit une bêtise : tous les passagers étaient verts. Les photos sur les passeports ne ressemblent plus à personne. Un autre criait encore : « Que tous les Israéliens se lèvent... » mais les Israéliens demeurent cois. Ils sont plus malins que ça !

Alors les terroristes ne savaient plus quoi faire et commençaient à paniquer. Ainsi, il n'était plus difficile de les démasquer. Mais dans la pagaille qui s'ensuivit, plus personne ne savait encore qui était terroriste et qui ne l'était pas.

Dans les grandes équipes de football, la situation devenait de plus en plus embrouillée ; chaque matin, des dizaines de types verts prétendaient être George Weah et réclamaient leur salaire auprès du trésorier du PSG.

La où hier il y avait encore la guerre, règne aujourd'hui la méfiance et la suspicion. On ne savait plus qui était Serbe, Bosniaque ou Croate ; qui était partisan de do Santos ou de Savimbi ; qui était Somalien, Libérien, Soudanais ou Egyptien ; qui était du FIS ou qui était journaliste algérien... On ne savait plus rien du tout, qui abattra et qui défendra, qui était ami ou ennemi.

Tout le monde se méfiait de tout le monde. On ne savait même plus si l'autre était son mari, sa femme ou son enfant.

Le Pape avait beau déclarer solennellement : maintenant il est clair que vous êtes tous des frères, aimez-vous alors comme des frères, tout le monde commençait à sombrer dans une lutte de jungle.

Le biologiste O'Neil convoquait tous ses confrères.

Il s'en suivait une étude approfondie sur cet étrange phénomène. Tous ils arrivaient à la même conclusion : nous l'ignorons. Nous ne savons pas ce qui

(Lire la suite à la page 10)

PRESIDENTIELLE 96 : QU'ATTENDENT LES BENINOIS DU FUTUR PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN ?

(Suite de la page 2)

On a beau les mûter, ils reviendront à la charge. L'éducation pour moi est donc capitale.

Ensuite, ce qui vient après l'éducation scolaire et professionnelle, c'est l'éducation civique et morale. L'éducation formelle, universitaire, scolaire et professionnelle doit poser ses racines dans l'éducation civique et morale. J'ai l'impression qu'au Bénin, on ne se respecte pas. Et même entre les «Grands», les Députés et autres candidats à la présidentielle; le mot respect n'existe pas beaucoup dans leur vocabulaire. Et c'est ce qui agace le peuple.

Qu'est-ce que c'est que le respect ?

C'est la considération de l'autre en tant qu'il est un autre moi-même. Et dans nos langues on dit : « Ama si hwi d'ee a me d'ee na si wé o ». C'est-à-dire, que le respect primordial commence par le respect de soi-même : en ne disant pas des mots outranciers, déplacés, mais des mots de civilité, d'amabilité, de fraternité, de concorde. Le respect est donc premier, et c'est parce qu'on se respecte qu'on ne s'insulte pas. Parce que l'injure est source de violence... On devrait faire en sorte que l'Eglise entre au Parlement, que les Saintes Ecritures entrent dans l'esprit des responsables politiques pour que le respect et l'amour pénètrent le cœur de tous.

L'éducation civique et morale dont je parle conduit les citoyens au respect des uns et des autres dans leur projet de société, leur point de vue; au lieu de se battre, ils ne peuvent que débattre des points de vue les meilleurs au bénéfice de la Nation. Et celui qui l'emportera, l'emportera.

Qui peut alors honorer une telle analyse dans le paysage des candidats ? Moi, je ne le sais pas. C'est au peuple de décider et chacun devant sa conscience. Et parlant de la conscience, j'en appelle à tous les Béninois. La conscience, et la conscience morale surtout, ce sont les yeux de la passion. La passion est une force brutale et aveugle. La conscience, c'est la lumière de l'esprit, de la raison qui montre là où sont le bien à faire et le mal à éviter. Et si on forme cette conscience au niveau de l'éducation civique... nécessaire au service du développement et de la démocratie, alors la passion devient vertu, force et disposition stables de la volonté pour le bien.

Education civique et morale, éducation scolaire et professionnelle, apprentissage, le peuple debout au service du bien de la Nation. Qui parmi les futurs Présidents va faire cela ? Ah ! Portrait robot ! C'est celui qui peut honorer tout cela qu'il nous faut aujourd'hui comme Président.

C'est une espèce de mini-programme que je dessine. Le peuple n'a qu'à voir qui parmi les présidentiables peut le faire. Car c'est lui qui décide, c'est nous le peuple qui décident; eux autres, ils nous parlent;

mais c'est nous qui décidons. Analysons leurs propos et jugeons leur programme de société. Car « la politique, les Evêques l'ont dit, c'est l'art du possible ».

Qu'est-ce que nous pouvons faire dans ces priorités-là ?

Nous allons voir cela selon leurs programmes et puis selon nos possibilités conscientielles de jauger leur honnêteté et leurs agissements sur le plan financier. Il ne nous faut pas décider par rapport aux milliards promis. Les promesses économiques, c'est des décisions qui ne sont pas toujours au rendez-vous au moment où on a besoin. Quand la Constitution du Bénin mûrisse, j'étais à Paris, et nous avons dit, au point de vue budget national, quelles sont les exigences. On nous a répondu que pour les trois quarts, le budget est fondé sur l'aide extérieure, sur des promesses d'aide; qu'au niveau national, c'est à peine qu'on a le quart. Je dis, nous avons une macro-économie extravertie, une micro-économie extravertie, alors nous avons du pain sur la planche.

Qui va maintenir et l'intérieur et l'extérieur, c'est cela que les citoyens doivent regarder au-devant de leur conscience. Je vous remercie.

Mlle Osséni Rockiatou

Elève en Formation en Tourisme et Hôtellerie

Je vais peut-être vous surprendre en disant d'entrée que je crois que le programme d'un Gouvernement ou la mise en œuvre de ce programme ne doit pas se réduire aux infrastructures, furent-elles routières. Tout aussi vrai il est que nous avons besoin de routes et de pistes de dessertes rurales, que nous avons besoin de beaux édifices, il est tout aussi vrai que nous n'avons pas besoin que de cela, et c'est ce que nos dirigeants n'ont pas compris ou font semblant de ne pas comprendre. Le palpable, contrairement à l'idée en vogue, n'est pas le matériel où le physique plat, c'est avant tout l'homme. Je voudrais



Mlle Osséni Rockiatou

dire par là que la dimension sociale et humaine d'un programme est ce qui intéresse le plus les citoyens du monde.

Loi de me démentir, vous conviendrez avec moi que quand il y a la paix sociale, il y a la paix politique. Et la paix politique dans un régime qui se veut démocratique, passe aussi sinon avant tout par le respect des lois de la République et, en premier lieu, de la Constitution, Loi Suprême du pays. Si l'on baflou la Constitution et la viole sans cesse, si les règles élémentaires pour une vie démocratique saine ne sont pas observées et que le clan ou l'ethnie s'affichent comme des valeurs-repères, vous comprenez que c'est toute la Nation qui en fait les frais et qui, doucement mais sûrement, va à l'abîme. Gouverner, c'est prévoir dit-on, et il faut prévoir dans tous les domaines en respectant la première valeur sacrée de tous les temps qu'est l'homme.

Alex Sédjro

Imprimeur



Titulaire du BEPC depuis 1988, j'ai dû m'astreindre à une formation d'imprimeur que j'ai terminée en 1992. Ceci dans le but de m'insérer le plus rapidement possible dans la vie active, inutile d'ajouter que pour moi et ce depuis le milieu des années 80, l'avenir devient de plus en plus sombre.

Aujourd'hui, je suis chômeur parce que dépourvu de moyens financiers pour m'installer à mon propre compte. Je me suis porté en vain vers plusieurs imprimeurs pour me faire embaucher. Mais aujourd'hui, je me résigne à dire que c'est le désespoir.

A l'actif du Renouveau démocratique dans notre pays, on pourra mettre les routes pavées et autres dont je ne doute pas un seul instant de l'utilité. Mais pour le prochain quinquennat, j'attends de celui qui va être élu Président de la République, la prise en charge des problèmes de la jeunesse dont notamment celui de l'emploi. Ceci est d'autant plus important de nos jours lorsqu'on se rend compte que les Béninois et les Béninoises de la tranche d'âge de 15 à 35

ans, représentant plus de 50% de notre population sont les plus exposés à la misère. En conséquence, je souhaite que le futur Président de la République privilégie dans son programme, des dispositions qui favorisent l'auto-emploi, de sorte que les ouvriers, les tâcherons et autres se voient accorder des prêts remboursables aux conditions attrayantes pour leur permettre de s'installer à leur propre compte. Ce faisant, il aidera à réduire de façon substantielle le nombre des cas sociaux. Ainsi, les ménages, cellules de base de la société s'en porteront grandement mieux.

M. Jérôme Adjakou Badou

Journaliste

A vrai dire, je n'attends rien du prochain Président de la République. Aucun des candidats n'a rien promis de précis. Je ne suis pas en mesure de vous dire la position des différents candidats par rapport aux problèmes préoccupants de l'heure: l'éducation, l'emploi, les revenus des paysans... nous n'avons pas eu droit à des échanges contradictoires pour jauger, ne serait-ce que théoriquement, la capacité des uns et des autres à conduire le peuple béninois, à affronter les grands défis de l'heure. A quoi avons-nous eu droit pendant la première partie de la campagne électorale ? A une absence totale de débats d'idées sur les grandes questions de société. Tenez, quelques échantillons : Les uns veulent empêcher le retour des démons, les autres sont déterminés à mettre fin à un pouvoir arrogant et familial. Et, lorsque les «saints» où les «modestes» seront au pouvoir, que feront-ils concrètement ? Très peu de Béninois peuvent répondre à cette question. Et pourtant, c'est par rapport à ce point que l'on doit choisir tel ou tel autre candidat. Chacun nous assomme de son chapelet d'intentions très



M. Jérôme Adjakou Badou

généreuses. Le contexte étant vicié, la moindre contradiction est systématiquement prise pour l'opinion d'un adversaire politique, donc non valable.

Les problèmes préoccupants du Bénin, tout le monde les connaît, du moins ceux qui daignent ouvrir leurs yeux sur notre société. Cependant, il y en a un qui me paraît essentiel: la conviction de la plupart de mes compatriotes que notre destin se joue et doit se jouer à l'étranger. Je m'ex-

plique: les six premières années du «Renouveau Démocratique» ont réussi à enfoncer dans l'esprit de bien des Béninois que c'est seulement grâce à l'étranger (les fameux bailleurs de fonds) que notre pays peut s'en sortir; tout autre discours est considéré comme irréaliste, voire irresponsable. Les trois candidats les mieux placés ne m'ont pas personnellement convaincu de leur détermination à faire du Béninois l'artisan presqu'exclusif de son destin. C'est pourquoi je n'attends rien du prochain Président de la République. Mais je fais confiance à l'être humain, je crois que l'homme est perfectible. J'ouvre donc mon esprit à la surprise. Si je devrais identifier un problème préoccupant, c'est d'abord et avant tout de décoloniser la mentalité des Béninois. Il faut que les Béninois cessent de croire que leur destin ne peut que se jouer à l'extérieur. Ce que j'attends du prochain Président, c'est de convaincre, par son comportement quotidien, que le destin du Béninois est entre ses mains. Aucune institution internationale ne peut sauver notre pays. Le Bénin ne peut se développer que si les citoyens ont une «profonde mystique du travail persévérant», selon la forte formule de Monseigneur Isidore de Souza, Archevêque de Cotonou. Ils doivent en outre se convaincre que notre avenir doit dépendre de nous, et non des dettes que notre pays contracte auprès des bailleurs de fonds.

M. Franck Kouton
Programmeur



Cela fait six ans que j'ai eu le Baccalauréat; mais pour adapter ma formation au marché de l'emploi, j'ai dû m'inscrire dans une école qui forme les programmeurs. Depuis, plus rien. Ce que je souhaite des candidats, c'est qu'ils s'occupent un peu mieux des problèmes des jeunes. Je ne connais pas le programme des différents candidats, mais j'ai appris à la radio que l'un d'entre eux se propose de réhabiliter le sport mis à mal, il faut le reconnaître, par les différents régimes qui se sont succédé depuis notre indépendance nominale. Le sport donc, mais aussi la culture. Par-dessus tout, il faut prendre le taureau par les cornes pour ce qui concerne l'emploi.

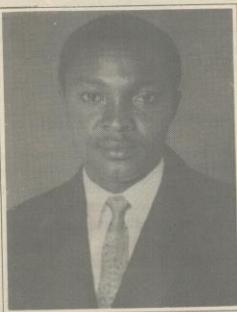
Monsieur Faustin Djagba
Responsable d'ONG

La fin du deuxième millénaire est une référence internationale pour l'atteinte de grands objectifs:

Santé pour tous d'ici à l'an 2000...

Cela exprime que le temps est une ressource précieuse dont la bonne gestion est fondamentale et constitue un atout pour un développement durable de nos communautés et de la nation toute entière.

Bientôt l'élection présidentielle et c'est déjà la fièvre des tractations de tout genre.



Par rapport aux réalités socio-culturelles, économiques et politiques de notre pays, qu'espérons-nous du futur élu ?

Le Président de la République à élire en mars 1996 doit nécessairement incarner certaines valeurs essentielles:

— L'impartialité

En temps que Président de la République, il est père de la Nation, Premier Magistrat de toutes les Béninois et de tous les Béninois, en dépit de leur appartenance politique, régionale, ethnique, raciale, religieuse...

L'impartialité doit être plus stricte au niveau de l'administration dont l'entière réforme doit permettre de garantir la neutralité politique. Elle doit rester publique et au service de tout citoyen de façon équitable. La réforme de l'administration est utile afin qu'elle puisse améliorer ses prestations surtout en matière de conceptualisation et d'animation.

— Le nationalisme

La souveraineté nationale doit conserver tout son respect et ne doit être violée au nom de quelque intérêt que ce soit. Toute forme d'engagement du pays ne peut être utile que dans le respect de la souveraineté. Celle-ci passe nécessairement par l'acquisition progressive d'une véritable indépendance politique, économique et financière.

L'intérêt personnel ne doit jamais surpasser les aspirations et les besoins du peuple. Compte tenu du grand nombre et de la diversification des difficultés nationales il est à éviter toute autre forme de sacrifice supplémentaire au peuple.

Il est opportun de consentir des sacrifices quel que soit leur prix pour offrir des emplois aux jeunes victimes de la mauvaise orientation de l'éducation nationale. Alors il est plus que urgent de réformer le système éducatif afin qu'il soit plus porté

vers des formations techniques et professionnelles. Ceci permettra de créer au sein de la jeunesse l'esprit de créativité, d'innovation, d'ingéniosité et d'entrepreneuriat en faveur de l'émergence de micro-entreprises.

La femme béninoise, quant à elle, doit être encouragée dans ses efforts quotidiens eu égard au rôle qu'elle joue dans la société. Tant vaut la femme, tant vaut la famille, tant vaut la Nation.

Elle mérite un traitement délicat. En ce sens, on doit lui offrir plus de chance pour l'amélioration de sa condition. Il faut donc continuer et intensifier la gratuité de la scolarité des filles.

— La Loyauté et l'Intégrité

Il convient de donner une certaine éthique à la politique en vue de rendre un bon et sain témoignage à la jeunesse qui observe attentivement tant il est vrai qu'à la politique n'implique pas obligatoirement le mensonge, des querelles légères, des scènes injurieuses, tous comportements qu'affectionnent de hautes personnalités qui devraient plutôt être des références positives. Et tout ceci à cause des intérêts pécuniaires que procurent les prérogatives politiques, intérêts réalisés sur le dos et au nom de nos pauvres populations pendant qu'elles passent son temps à courir dans la misère.

Aussi convient-il que le futur Président de la République établisse des relations saines et franches avec la Nation.

Eviter d'abuser des faiblesses (analphabétisme, illétrisme) et de l'ignorance de certaines couches sociales qui, malheureusement, sont majoritaires.

De façon générale, aider chaque Béninoise et chaque Béninois à pouvoir satisfaire au moins moyennement ses besoins fondamentaux (se nourrir, se vêtir, s'instruire, se loger et se soigner) quelle que soit son appartenance raciale, ethnique, politique, religieuse ou sociale et quelle que soit sa position géographique. Je vous remercie.

Mme Chantal Guindéhou
Décoratrice



J'ai observé avec beaucoup d'attention que de la Conférence Nationale de Février 1990 à nos jours, la couche juvénile en réalité ne constitue pas la priorité des hommes politiques. Mais subtilement soit précisément à la veille de l'élection présidentielle de mars 1996, force est de constater que tous les présidentiables donnent l'im-

pression, à travers leurs discours et programmes, de s'intéresser à la jeunesse, qu'ils baptisent tous volontiers, de l'avenir du Bénin, d'éléments devant solidement pesés dans tout processus de développement.

Le réalisme de ces différents projets interpelle la conscience de notre couche juvénile. Son premier besoin urgent à satisfaire et à perpétuer, c'est l'emploi. Et, aujourd'hui, seul le projet contrat-emploi doit nous permettre de résoudre le problème crucial qu'est le chômage qui martyrise cette jeunesse. Tel doit être, selon moi, le cheval de bataille du futur Président de la République du Bénin.

Monsieur Damien Tokpo

Courrier



Vous savez, un Etat dans lequel l'action gouvernementale est exemplée de toute politique sociale cohérente et pragmatique est un Etat sans avenir. A mon humble avis, je n'ai pas eu jusqu'ici la preuve que les gouvernements qui se sont succédé depuis ces cinq dernières années se soient occupés ou préoccupés autre mesure, ou comme il le faut, de traduire, dans la réalité sociale de notre pays, les résolutions et décisions, ne serait-ce que les plus importantes, issues de la Conférence Nationale de Février 1990. Cela est dû tout d'abord à l'absence d'une politique du suivi des décisions de ladite Conférence et d'une économique rigoureuse et consensuelle ayant l'adhésion de toutes les couches sociales et professionnelles directement concernées. Je n'accepte pas que la Conférence Nationale ne soit pas jusqu'aujourd'hui suivie d'une Conférence économique bien préparée où devraient être jetées les bases d'un développement intégral, endogène et équitable de notre pays. Le futur Président qui sortira des urnes suite à un scrutin un tant soit peu transparent doit s'atteler à relever le double défi économique et social.

Monsieur Carlos Charles Gonçalves

Administrateur des Impôts en retraite
Homme d'affaire

Tout citoyen devrait pouvoir espérer que celui qu'il porte son vote au poste de Président de la République mettra en œuvre une politique qui permette la résolution de ses problèmes et / ou des problèmes de son secteur d'activité; il faut noter (Lire la suite à la page 9)

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

HUIT CENT MILLIONS D'HOMMES ONT FAIM !

MESSAGE DE CAREME DE JEAN-PAUL II

(Suite de la première page)

leur réponse personnelle et communautaire à leur vocation baptismale, et que, par leur conversion, ils portent des fruits. Le Carême est un chemin de réflexion dynamique et créative, qui incite à la pénitence afin d'affirmer toutes les résolutions d'engagement évangélique ; c'est un chemin d'amour, qui ouvre l'âme des croyants à leurs frères, les orientant vers Dieu. Jésus demande à ses disciples de vivre et de répandre la charité, le commandement nouveau qui constitue l'admirable synthèse du Décalogue divin confié à Moïse sur le Mont Sinai. Dans la vie de tous les jours, il nous est donné de rencontrer des affamés, des assoiffés, des malades, des marginaux, des migrants. Pendant le temps du Carême, nous sommes invités à regarder avec plus d'attention leurs visages douloureux, des visages qui expriment le défi des différentes formes de pauvreté en notre temps.

2 — L'Évangile montre que le Rédempteur éprouve une vive compassion pour ceux qui sont en difficulté ; il leur parle du royaume de Dieu et guérit le corps et l'esprit de ceux qui ont besoin d'assistance. Il dit aussi à ses disciples : « Donnez-leur vous-mêmes à manger ». Mais les disciples se rendent compte qu'ils n'ont que cinq pains et deux poisons. Nous aussi, aujourd'hui, comme les Apôtres à Bethsaïde en leur temps, nous ne disposons que de moyens réellement insuffisants pour faire face efficacement aux besoins des quelque huit cent millions de personnes

traditions profondes, « comment i nomme et ce parage tracé qui ne peut pas engager également les pauvres eux-mêmes, en faisant appel à leurs propres possibilités.

3 — La faim est un drame immense qui afflige l'humanité ; il n'en est que plus urgent d'en prendre conscience et d'apporter un soutien déterminé et généreux aux Organisations et aux Mouvements fondés pour apaiser les souffrances de ceux qui risquent de mourir faute de nourriture, en privilégiant les personnes qui ne sont pas prises en charge par des programmes gouvernementaux ou internationaux. Il faut soutenir la lutte contre la faim autant dans les pays les moins développés que dans les pays industrialisés où, malheureusement, s'élargit le fossé qui sépare les riches des pauvres.

La terre est pourvue des ressources nécessaires pour alimenter l'humanité entière. Il faut savoir les utiliser avec intelligence, en respectant l'environnement et les rythmes de la nature, en assurant l'équité et la justice dans les échanges commerciaux et une distribution des richesses qui tienne compte du devoir de la solidarité. Certains pourraient objecter que c'est là une grande et irréalisable utopie. L'enseignement social et l'action de l'Eglise montrent cependant le contraire : quand les hommes se convertissent à l'Évangile, ce projet de partage et de solidarité se réalise d'une manière extraordinaire.

4 — En fait, alors que, d'un côté, nous voyons la destruction de grandes quantités de produits nécessaires à

en collaboration cordiale avec les autres

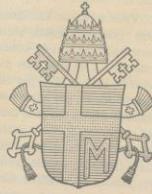
5 — Chers frères et sœurs, en vous confiant ces réflexions pour le Carême, afin que vous les développiez individuellement et en communauté sous la conduite de vos Pasteurs, je vous exhorte à accomplir des gestes significatifs concrets, de nature à multiplier les quelques pains et les quelques poisons dont nous disposons. On agira ainsi valablement pour faire face aux différents besoins de ceux qui souffrent la faim ; et ce sera une manière authentique de vivre la période providentielle du Carême, temps de conversion et de réconciliation.

Dans ces projets et ces engagements, que vous soutiennent et vous reconforte la Bénédiction apostolique que je donne volontiers à chacun de vous, en demandant au Seigneur pour vous la grâce de prendre généreusement, par la prière et la pénitence, le chemin qui monte vers les célébrations de Pâques.

A Castel Gandolfo, le 8 septembre 1995, fête de la Nativité de la Sainte Vierge Marie, en la dix-septième année de mon pontificat.

Ioannes Paulus II

Je vous exhorte à accomplir des gestes concrets de manière à multiplier les pains dont nous disposons



« Donnez-leur vous-mêmes à manger » (Mt 14, 16).

Chers frères et sœurs,

1 — Le Seigneur nous appelle une fois encore à Le suivre sur le chemin du Carême, un chemin proposé chaque année à tous les fidèles, afin qu'ils renouvellent leur réponse personnelle et communautaire à leur vocation baptismale, et que, par leur conversion, ils portent des fruits. Le Carême est un chemin de réflexion dynamique et créative, qui incite à la pénitence afin d'affirmer toutes les résolutions d'engagement évangélique ; c'est un chemin d'amour, qui ouvre l'âme des croyants à leurs frères, les orientant vers Dieu. Jésus demande à ses disciples de vivre et de répandre la charité, le commandement nouveau qui constitue l'admirable synthèse du Décalogue divin confié à Moïse sur le Mont Sinai. Dans la vie de tous les jours, il nous est donné de rencontrer des affamés, des assoiffés, des malades, des marginaux, des migrants. Pendant le temps du Carême, nous sommes invités à regarder avec plus d'attention leurs visages douloureux, des visages qui expriment le défi des différentes formes de pauvreté en notre temps.

2 — L'Évangile montre que le Rédempteur éprouve une vive compassion pour ceux qui sont en difficulté ; il leur parle du royaume de Dieu et guérit le corps et l'esprit de ceux qui ont besoin d'assistance. Il dit aussi à ses disciples : « Donnez-leur vous-mêmes à manger ». Mais les disciples se rendent compte qu'ils n'ont que cinq pains et deux poisons. Nous aussi, aujourd'hui, comme les Apôtres à Bethsaïde en leur temps, nous ne disposons que de moyens réellement insuffisants pour faire face efficacement aux besoins des quelque huit cent millions de personnes

nes souffrant de la faim ou de la malnutrition, qui luttent encore pour leur survie au seuil du troisième millénaire.

Alors, que faire ? Laisser les choses comme elles sont, en se résignant à l'impuissance ? C'est la question sur laquelle je voudrais attirer l'attention de tous les fidèles et de toute la communauté ecclésiale au début du Carême. La foule des affamés, formée d'enfants, de femmes, de personnes âgées, de migrants, de réfugiés ou de chômeurs, élève vers nous son cri de douleur. Tous, ils nous implorant, dans l'espoir d'être entendus. Comment ne pas ouvrir nos oreilles et nos coeurs, en commençant par mettre à leur disposition les cinq pains et les deux poisons que Dieu a mis dans nos mains ? Nous pouvons tous faire quelque chose pour eux, chacun peut leur apporter sa contribution. Cela demande assurément des renoncements qui supposent une conversion intérieure profonde. Il faut évidemment revoir nos comportements de consommateurs, combattre l'hédonisme, nous opposer à l'indifférence et au transfert des responsabilités.

3 — La faim est un drame immense qui afflige l'humanité ; il n'en est que plus urgent d'en prendre conscience et d'apporter un soutien déterminé et généreux aux Organisations et aux Mouvements fondés pour apaiser les souffrances de ceux qui risquent de mourir faute de nourriture, en privilégiant les personnes qui ne sont pas prises en charge par des programmes gouvernementaux ou internationaux. Il faut soutenir la lutte contre la faim autant dans les pays les moins développés que dans les pays industrialisés où, malheureusement, s'élargit le fossé qui sépare les riches des pauvres.

La terre est pourvue des ressources nécessaires pour alimenter l'humanité entière. Il faut savoir les utiliser avec intelligence, en respectant l'environnement et les rythmes de la nature, en assurant l'équité et la justice dans les échanges commerciaux et une distribution des richesses qui tienne compte du devoir de la solidarité. Certains pourraient objecter que c'est là une grande et irréalisable utopie. L'enseignement social et l'action de l'Eglise montrent cependant le contraire : quand les hommes se convertissent à l'Évangile, ce projet de partage et de solidarité se réalise d'une manière extraordinaire.

4 — En fait, alors que, d'un côté, nous voyons la destruction de grandes quantités de produits nécessaires à la vie de l'homme, d'un autre côté, nous apercevons avec

tristesse de longues files de personnes qui attendent leur tour devant des soupes populaires ou auprès des convois des Organisations humanitaires chargés de distribuer des aides de toute sorte. Dans les métropoles modernes aussi, à la fermeture des marchés de quartier, il n'est pas rare d'apercevoir des inconnus qui se baissent pour ramasser les restes de marchandises abandonnées sur place.

Devant de telles scènes, révélatrices de contradictions profondes, comment ne pas éprouver un sentiment intime de révolte ? Comment ne pas se sentir entraîné dans un élan spontané de charité chrétienne ? Toutefois, la solidarité authentique ne s'improvise pas ; ce n'est que grâce à un travail de formation patient et approfondi mené dès l'enfance que la solidarité devient un réflexe de la personne et englobe les divers domaines d'action et de responsabilité. Un processus de sensibilisation générale est nécessaire, afin d'impliquer toute la société. En collaboration cordiale avec les autres Confessions religieuses, l'Eglise catholique désire apporter sa contribution spécifique à ce processus. Il s'agit d'un effort fondamental de promotion de l'homme et de partage fraternel qui ne peut pas ne pas engager également les pauvres eux-mêmes, en faisant appel à leurs propres possibilités.

5 — Chers frères et sœurs, en vous confiant ces réflexions pour le Carême, afin que vous les développiez individuellement et en communauté sous la conduite de vos Pasteurs, je vous exhorte à accomplir des gestes significatifs concrets, de nature à multiplier les quelques pains et les quelques poisons dont nous disposons. On agira ainsi valablement pour faire face aux différents besoins de ceux qui souffrent la faim ; et ce sera une manière authentique de vivre la période providentielle du Carême, temps de conversion et de réconciliation.

Dans ces projets et ces engagements, que vous soutiennent et vous reconforte la Bénédiction apostolique que je donne volontiers à chacun de vous, en demandant au Seigneur pour vous la grâce de prendre généreusement, par la prière et la pénitence, le chemin qui monte vers les célébrations de Pâques.

A Castel Gandolfo, le 8 septembre 1995, fête de la Nativité de la Sainte Vierge Marie, en la dix-septième année de mon pontificat.

Ioannes Paulus II

PRESIDENTIELLE 96 : QU'ATTENDENT LES BENINOIS DU FUTUR PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN ?

(Suite de la page 7)

que, depuis quelque temps déjà chez nous, les candidats à ce poste nous proposent des programmes, donc ce qu'ils comptent faire s'ils sont élus. Je me dois de faire remarquer ici que la plupart du temps, il s'agit de programmes confectionnés pour les élections parce que correspondant aux aspirations de la plupart des électeurs. Pour ceux des candidats qui croient en leur programme et comptent le mettre en œuvre, ils sont le plus souvent confrontés à des difficultés...; bien que de bonne foi, ils n'ont pas toujours les moyens de leur politique... Cet état de choses ne doit cependant pas nous faire baisser les bras et il faut noter que cela est monnaie courante, même dans les pays dits évolués.

Cette mise au point faite, je vais pouvoir répondre à votre question en m'appuyant sur ce que je crois être des problèmes préoccupants qui devraient retenir l'attention du Premier Responsable de la Nation à élire.

Je pense sincèrement qu'il est impératif de poursuivre la réalisation des grands travaux d'infrastructures routières qui sont en cours parce qu'ils sont nécessaires au développement des échanges internes et sous-régionaux. Qu'avons-nous à échanger entre nous et avec nos voisins ? Ceci m'amène à insister sur la promotion des trois secteurs normaux.

- **Primaire** : Agriculture, Pêche et Ressources minières.

- **Secondaire** : Industrie surtout d'extraction et de transformation et enfin

- **Tertiaire** : Commerce et Service.

Ces trois secteurs devront connaître un développement concomitant parce que étroitement liés.

1 — L'AGRICULTURE, LA PÊCHE, LES RESSOURCES MINIÈRES

Dans ce domaine, mon constat est que l'on parle beaucoup, on développe beaucoup de théorie et on a de bonnes dispositions parce qu'il semble qu'il y a une prise de conscience. Ce que j'aimerais dans ce domaine, c'est une véritable campagne de sensibilisation (au Bénin nous sommes tous issus d'une campagne quelque part et avons pour la plupart des parents qui sont des paysans) tendant à augmenter le nombre des agriculteurs (travailleurs, opérateurs économiques privés); il faut procéder systématiquement à la vulgarisation des méthodes culturelles. Le ministère du développement rural sait très bien que nous ne pourrons aller bien loin avec la pratique de l'agriculture pluviale... Alors il faudra tout mettre en œuvre pour que progressivement, nous en arrivions à la pratique de l'irrigation là où cela est possible. Dans la pratique, il faudra répertorier les paysans et autres intéressés, les assister dans le choix des cultures en fonction de leur implantation géographique,



Monsieur Carlos Charles Gonçalves

leur procurer les semences adaptées, etc. bref, en un mot, mettre gratuitement et/ou à moindre coût, à la disposition de ceux qui le veulent, les moyens dont disposent nos Services de recherche, d'étude et autres. Cette assistance doit concourir indubitablement à la diversification de notre production, gage du maintien d'un équilibre dans ce domaine. Tout ceci doit être appuyé par une structure de financement adapté au secteur et cela est très important parce qu'il n'en n'existe pas encore. Tout ceci est aussi valable pour l'élevage, la pêche et les recherches minières.

2 — L'INDUSTRIE

La production végétale, animale et minière est systématiquement prise en charge ici. Il faut nécessairement la mise en place d'une structure légère adaptée au financement de ce secteur. Actuellement la majorité des promoteurs PMI/PME ne peuvent aller à la BOAD qui ne prête qu'au-delà d'un certain seuil. Les besoins les plus courants étant de cinquante à deux cent millions, il faudra donc une structure adaptée avec la garantie de l'Etat, structure qui pourra avoir en son sein une cellule gérant une banque de projets adaptés à notre environnement pour proposition aux intéressés en même temps qu'elle en assure le suivi pendant l'exécution jusqu'à l'amortissement du prêt.

3 — LE COMMERCE, LES SERVICES

Si les deux secteurs précédents sont bien gérés, ils fourniront incontestablement au secteur tertiaire de la matière pour l'exercice harmonieux et avantageux du Commerce et des Services notamment le Transport et ses dérivés.

Il est important ici que la fiscalité soit suivie et remaniée de manière à protéger nos producteurs qui devront progressivement couvrir les besoins nationaux avant de déboucher sur l'extérieur.

4 — L'EMPLOI

Si les secteurs qui précèdent sont améliorés, il y aura automatiquement le

besoin de la main-d'œuvre. Ceux qui ne sont pas pour l'auto-emploi pourront être progressivement embauchés; les autres s'intégreront dans les projets PMI/PME.

Dans l'immédiat, il faudra organiser au profit des diplômés sans emploi qui ne sont pas pris en compte dans les projets, organiser des cycles de formation et de réorientation adaptées au marché de l'emploi chez nous et cela dans tous les domaines de la vie économique. Ceci appelle à court et moyen terme la Réforme de l'Education qui nous ne doit dans un premier temps tendre vers l'éducation-emploi.

Dans le domaine de la santé, il se pose un véritable problème de prise en charge qui nécessite, pour les travailleurs, la réorganisation de l'OBSS en vue de la prise en charge des soins médicaux et d'envisager dans les villages, la gratuité des soins essentiels.

Une autre grande préoccupation est la résolution correcte des problèmes cruciaux des opérateurs économiques suite à la dévaluation. Ces problèmes concernent les transferts non exécutés, les mesures d'accompagnement, la mise en place des mesures pour la relance du secteur privé... La création d'une banque de développement garantie par le FNI, bien des opérateurs économiques, etc.

Tout ce qui concerne le secteur privé est capital parce que seul ce secteur crée la richesse nationale par ses agriculteurs, ses éleveurs et pêcheurs, ses industriels, artisans et artistes, et enfin ses commerçants, ses prestataires de services. Il est donc impératif d'aider ces gens là à développer leur pays par la création des richesses.

Monsieur Michel Bossou

Photogrammêtre



D'entrée de jeu, je souhaite que le futur candidat qui siégera au palais de la Marina se penche beaucoup plus sur le problème de l'emploi. A cet effet, il doit s'atteler à la dynamisation du secteur privé qui est une source de création d'emplois. Une fiscalité incitative dans ce sens l'y aidera.

Sur le plan économique et sans chercher à brader le patrimoine national et en prenant plus en compte le volet social, le nouveau locataire du palais, place la

Marina, doit pouvoir négocier méthodiquement les Programmes d'Ajustement Structuré (PAS). Il doit aussi s'atteler à l'éducation en promouvant la création des écoles accessibles aux enfants en âge de scolarisation. Les dispensaires et maternités doivent être pourvus en personnels qualifiés, en médicaments nécessaires et subventionnés et les soins doivent être gratuits pour les couches défavorisées.

Monsieur Fassassi Wallyou

Secrétaire général de la CCIB



Malgré les difficultés conjoncturelles engendrées par la dévaluation du Franc CFA, certains problèmes structurels dont la résolution reste primordiale retiennent aujourd'hui l'attention des opérateurs économiques. En voici quelques-uns parmi les principaux :

— 1°) La dévaluation du Franc CFA a engendré de sérieuses difficultés de trésorerie pour les entreprises béninoises. En effet, les pertes de changes occasionnées par ce changement de parité au niveau du secteur privé sont évaluées à 27 milliards de FCFA. Ainsi, de nos jours, une priorité est réservée à la résolution définitive de ce problème de transfert bancaire ordonné mais non exécuté avant la dévaluation.

— 2°) La plupart de nos entreprises étatiques ou privées ont connu des difficultés et certaines ont disparu à cause des événements économiques survenus en Afrique ces dernières années. Pour y remédier, un accent particulier est mis sur la conception d'un programme de réhabilitation des entreprises affaiblies par les différents choix sociaux économiques.

Après la faillite de la BBD (Banque béninoise de développement) et d'autres institutions financières similaires telles que la CNCA (Caisse nationale de crédit agricole), la CAA (Caisse autonome d'amortissement), la création d'une banque d'investissement du secteur privé

(Lire la suite à la page 11)

QUELS EFFORTS POUR LE CAREME ?

L'année liturgique est toujours ponctuée par des temps forts qui nous font revivre l'histoire du Salut. Nous venons à peine d'en vivre une phase à travers les temps de l'Avent et de Noël que déjà nos regards de foi, dans un mouvement unanime, scrutent l'horizon, avisés d'y voir pojndre les lueurs de Pâques. Mais avant d'entrer dans cette lumière rédemptrice, il faudra nous y préparer sérieusement pendant quarante jours. C'est le temps de Carême. Car «de même que Jésus a luté pendant quarante jours au désert contre les forces du mal qui tentaient de le détourner de sa mission, ainsi le chrétien secoue-t-il la monotonye et la quétitude où s'ensilent au long des jours sa foi et sa vitalité spirituelle» (1). Ceci suppose de la part du chrétien des efforts. Nous proposons ici d'en esquisser quelques-uns pour le Carême de cette année de grâce 1996.

Le temps de Carême évoque souvent dans nos esprits des réalités comme : la mortification, la prière.

On ne peut parler de mortification sans penser au corps. En effet, nous sommes des êtres corporels, et le corps joue un grand rôle dans ce que nous faisons, de bien comme de mal. La mortification suppose alors une certaine maîtrise du corps. C'est dans ces sens que sont assez largement pratiqués le jeûne, le sacrifice de soi et diverses pratiques dont le fruit est recueilli par la campagne de carême pour venir en aide aux plus démunis. La réserve que nous faisons en nous privant n'est pas un capital à réinvestir dans la jouissance une fois le

carême passé. S'il en était ainsi, notre carême deviendrait une pleuse comédie.

Ces efforts humains, pour qu'ils servent vraiment à notre salut, doivent être soutenus par une vie de prière intense. Car en définitive, sans la prière, nous ne pourrons mener jusqu'au bout les efforts de carême que nous entreprenons. La tentation au relâchement est d'autant plus grande que les efforts auxquels nous nous attelons sont ardu. La persévérance réside alors dans la Grâce de Dieu à laquelle nous avons accès par une vie de prière soutenue.

Par ailleurs, le salut auquel nous aspirons de tout notre être, ne nous sera pas donné seulement à cause de nos efforts d'homme, mais surtout par cette grâce de Dieu qui nous est donnée par la prière. Dès lors, mortification sans prière devient un acte stérile. Les deux sont liées.

Toutefois, elles courrent le risque d'être toutes deux infécondes, si elles ne rejoignaient pas de façon positive sur la vie concrète. En effet, il serait bien dommage de s'adonner à ces actes de piété tout en restant au même moment attaché ou incliné à ces défauts que fustigait Jésus dans les Evangiles : «inconduite, vols, meurtres, adultères, cupidités, méchancetés, fraude, débauche, envie, diffamation, orgueil et démesure» (Mc 7, 21-22).

C'est d'ailleurs à juste titre que déjà dans l'Ancien Testament, des prophètes ont dénoncé cette sorte d'hypocrisie religieuse. «Déchirez

vos vêtements et non pas vos vêtements», disait le prophète Joël (Jl 2,13) «Votre jeûne, dénonçait Isaïe, se passe en disputes et querelles, en coups de poing sauvages : ce n'est pas en jeûnant comme vous le faites aujourd'hui que vous ferez entendre là-haut votre voix» (Is. 58, 3-4).

Au contraire, les efforts de carême devraient aller de pair avec un changement de vie, une véritable conversion. Le jeûne qui plaît au Seigneur, affirmait Isaïe c'est «faire tomber les chaînes injustes, délier les attaches de joug, rendre la liberté aux opprimés, briser tous les jougs, partager le pain avec celui qui a faim, recueillir le malheureux sans abri...» (cf Is 58, 6 - 7). Pour nous aujourd'hui, bien vivre le carême c'est d'abord de convertir, faire la paix à la fois avec Dieu et avec nos frères, et nous engager résolument à la préservation. En un mot, il s'agit de faire revivre plus que jamais dans nos cœurs, la loi d'amour que ternissent souvent nos faiblesses d'hommes.

A cet effet, c'est une grâce pour nous que nos élections se déroulent en plein temps de carême. Ici encore il sera inutile de nous mortifier si notre vie de citoyen n'y est pas prise en compte. L'enjeu est grand. Il s'agit de sauvegarder l'avenir de notre cher pays. Cela déclame de nous un surcroît d'effort d'honnêteté, de franchise, de vérité avec nous-mêmes, avec les autres et avec le Seigneur.

En période électorale, la tentation est grande pour des chrétiens aussi de «se tourner le dos» comme l'ont exprimé nos Evêques dans leur message du 24 janvier 1996 aux chrétiens et aux hommes de bonne volonté.

En tout cas, «c'est le moment, l'heure est venue» de montrer que notre être de chrétien aussi bien que notre personnalité de citoyen s'enracinent et doivent toujours l'être sur un même terrain : l'Amour de Dieu. «C'est le moment, l'heure est venue» de taire à jamais l'antipathie, les conflits et les passions de tous genres, pour faire fleurir, ou plutôt faire renaître dans nos vies la vertu de tolérance.

Le jeûne qui plaît au Seigneur dans cette période électorale, c'est de respecter mon prochain dans ses convictions de citoyen, de concevoir et d'admettre que l'autre est libre d'être différent de moi. C'est d'ailleurs cela qui fait l'unité. Si chacun de nous exige que les autres soient semblables à lui en tout point de vue, nous aboutirons à la dispersion, à la désunion et partant, aux conflits. Notre jeune démocratie en serait dangereusement mise en péril. Le jeûne qui plaît au Seigneur dans cette phase critique de l'histoire de notre pays, c'est d'avoir de la retenue devant la provocation, de répondre à la violence par la paix, la véritable Paix.

En définitive, pour que notre carême puisse porter de bons fruits pour chacun de nous et pour toute la Nation, nous sommes invités à fier de façon inséparable à la dispersion, à la désunion et partant, aux conflits. Notre jeune démocratie en serait dangereusement mise en péril. Le jeûne qui plaît au Seigneur dans cette phase critique de l'histoire de notre pays, c'est d'avoir de la retenue devant la provocation, de répondre à la violence par la paix, la véritable Paix.

Oui ! une distorsion entre piété et vie concrète serait une profonde duplicité. Nos Evêques ont été clairs là-dessus dans leur message : «Toute véritable prière est à la fois invocation et Engagement». Qu'il en soit ainsi pour nous en ce temps de carême.

Abbe Raymond Sobakin
Séminaire Adjatopka

(1) cf. *Introduction sur le carême in «Mise de l'Assemblée pour la semaine»*. Ed. Brepols, Paris 1986. P 183

REPOSE AU JEU
LES CHIFFRES CODES
de la page 5

D = 5 — I = 3 — K = 4 — A = 2

REPOSE AU JEU
LES CHIFFRES CODES
de la page 5

H Y S T E R O T O M I E

REPOSE AU
JEU DES LETTRES
de la page 5

1°) — S P E C I F I E R : 9 points
2°) — P A L L I A T I F : 9 points
3°) — N E T T E M E N T : 9 points

ACCORD ENTRE LUTHERIENS
ET CATHOLIQUES SUR LA «JUSTIFICATION»
SIGNATURE POUR 1997 ?

La Fédération Lutherienne Mondiale pourrait signer l'accord avec l'Eglise catholique sur la question théologique de la «Justification», qui fut la cause essentielle de la rupture de Luther et de la Réforme protestante, annonce l'organe officiel du Vatican.

Selon «l'Osservatore Romano» du 23 janvier 1996, la prochaine assemblée générale de la Fédération Lutherienne Mondiale, programmée pour 1997, pourrait marquer l'annonce de cet «accord historique», toujours en préparation à ce jour.

Cette rencontre, écrit le quotidien du Vatican, pourrait être également l'occasion de mettre un terme définitif aux «condamnations doctrinaires des différentes confessions luthériennes relatives à la doctrine de la justification à l'adresse de l'Eglise catholique».

La doctrine de la justification concerne en effet le salut de l'homme après la mort : l'homme est-il justifié par ses propres efforts et par ses œuvres, ou est-il justifié par le seul sacrifice du Christ ? Aujourd'hui l'Eglise catholique enseigne, sans aucune ambiguïté, que la justification de l'homme ne vient pas de ses œuvres mais du Christ, ce qui permet un rapprochement avec les luthériens, au point de parvenir à une déclaration commune sur la doctrine de la justification.

Déjà rédigé par une Commission mixte d'experts, le projet de texte circule depuis janvier 1995 dans les 122 Eglises membres de la Fédération Lutherienne Mondiale, pour recevoir les modifications nécessaires et pour obtenir leur approbation. On sait d'ores et déjà que ce projet d'accord bénéficie d'un «large consensus» dans ces Eglises. Une fois cette consultation terminée, une nouvelle commission de travail élaborera un texte définitif, dont on espère voir la teneur «avant la fin de 1996», précise le quotidien.

En pleine semaine de l'Unité des Chrétiens, «l'Osservatore Romano» se félicite des pas décisifs franchis par les luthériens et les catholiques au cours de l'année 1995, soulignant combien fut apprécié la visite au Vatican, le 9 juin 1995, du secrétaire général de la Fédération Lutherienne Mondiale, Ishmel Noko. On note cependant, qu'après la question fondamentale de la «justification», resteront à éclaircir les questions cruciales de la primauté du Pape, de l'Eucharistie et de l'enseignement de la morale.

Selon «l'Osservatore Romano», des commissions spécialisées se mettent en place pour aborder chacun de ces problèmes. A cet égard, l'organe officiel du Saint-Siège conclut à des perspectives «très prometteuses».

(apic / ined / pr)

ET SI TOUS LES HOMMES ETAIENT VERTS COMME L'HERBE EN SAISON DE PLUIE

(Suite de la page 4)

est arrivé à l'humanité et nous ne savons pas non plus comment résoudre ce problème.

Cette humble déclaration donnait satisfaction à Dieu.

Et il donnait l'ordre de rétablir la situation comme avant.

*

Ce retour à l'ancien état de chose était ressenti par tous comme un soulagement. C'était comme une renaissance.

Heureux comme des enfants, ils se racontaient ce qu'ils avaient découvert: que tout homme est différent, unique et donc irremplaçable et d'une valeur incalculable.

Que cette différence constituait justement la richesse du genre humain.

Que les hommes dans leur différence sont plus beaux que les nuages au ciel que les plus belles fleurs que la terre ait jamais portées.

Qu'ils ont immensément plus de valeur que toutes les richesses du monde, plus que la Basilique de Yamoussoukro, plus que le building de la CEDEAO.

Plein d'admiration ils regardaient les Indiens bronzés, les Chinois dorés et les blancs Hollandais. Ils s'émerveillaient devant les gens aux yeux bleus, gris, noirs et bruns; ils étaient enchantés par l'élegance des Noirs Africains; la beauté des Peuhls, la jovialité et la convivialité des Gun, la fierté des Bariba, hautement perchés sur leurs chevaux magnifiques, les Fon athlétiques et robustes et les Dendis solides et coriace-

ces, habitués au dur travail et les Yoruba toujours de bonne humeur.

Bienvenus, vous tous qui êtes différents;

Bienvenus, vous les étrangers;

Bienvenus, vous les gens du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest et du Centre.

Nous n'avons plus peur de personne;

Tous ensemble nous construirons notre beau pays, le Bénin, dans la paix retrouvée.

*

On s'embrassait sur toute la terre. Ils se savaient tous différents, particuliers, uniques et en même temps égaux en dignité comme des fleurs dans un jardin splendide en pleine saison des pluies.

C'en était fini avec les guerres fratricides, car tout fanatisme de race, de tribu, de religion, d'opinion politique ou de tendance philosophique avait disparu.

Certes, les problèmes n'avaient pas disparu pour autant, mais dorénavant on cherchait ensemble une solution paisible dans un dialogue adulte et plein de respect.

«Alléluia, Alléluia» chantaient les chœurs des anges, «Gloire au Dieu de la Paix pour tous les hommes qu'il aime».

Père Gérard M. B. Blesgraaf
Sdb

PRESIDENTIELLE 96 : QU'ATTENDENT LES BENINOIS DU FUTUR PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN ?

(Suite de la page 9)

constitue une préoccupation pressante des opérateurs économiques.

— 3°) La création du fonds de promotion économique a été retenue par la table ronde sur la relance du secteur privé au Bénin, mais l'effectivité de ce projet suppose un effort considérable du gouvernement pour la mobilisation et la libération de la contrepartie nationale indispensable dans la mise en place de ce fonds; celle-ci comprend, la part du secteur privé représentée par les cotisations au FNI (Fonds national d'investissement) et des dépôts STC (Société des textiles et chaussures) et la part de l'Etat.

De nos jours, les opérateurs économiques souhaitent le remboursement de ces cotisations en vue de la mise en place de ce fonds.

— 4°) Le secteur touristique reflète la physionomie d'une nation vis-à-vis de l'extérieur.

Notre pays est nanti de nombreuses infrastructures hôtelières qui, en réalité, fonctionnent avec des charges élevées à cause du tarif de l'énergie. Pourtant, la décision prise pour l'application du tarif préférentiel SBEE à l'ensemble de l'industrie hôtelière demeure inappliquée. Les opérateurs économiques souhaitent des dispositions urgentes pour la mise en application effective de cette décision.

— 5°) Depuis la Conférence Nationale, un certain nombre de structures d'appui au secteur privé ont été mises en place; malheureusement, toutes ces structures connaissent de nos jours des difficultés de fonctionnement du fait du caractère dérisoire des moyens mis à leur disposition. Les opérateurs économiques souhaitent le renforcement de la capacité d'action de ces structures, notamment le CEPEPE.

— 6°) Le monde paysan du Bénin est aujourd'hui confronté au problème de financement, du manque d'étude de filière, de taxe exorbitante sur les intrants d'une part, et au problème organisationnel d'autre part.

Ainsi, les agents de ce secteur souhaitent la mise en place d'un plan d'aide à la dynamisation de l'agriculture et au renforcement de la chambre d'agriculture.

— 7°) Dans une économie libérale, les efforts d'assainissement de l'environnement juridico-fiscal des entreprises, les politiques de développement et les lois de finances de l'Etat doivent être en harmonie avec cette conception.

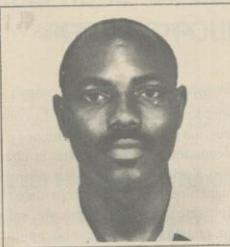
Par rapport à tout ce qui précède, les opérateurs économiques souhaitent les approches de solution à l'harmonisation de la fiscalité béninoise par rapport à des objectifs de développement sectoriels bien définis.

Mohamed Awwal Inoussa
Enseignant Coranique



Beaucoup parlent de démocratie et d'Etat de droit dans notre pays. Nombre de Beninois y croient vraiment et s'efforcent de pérenniser cet état de choses, c'est bon. Je considère cependant qu'il n'y a pas de démocratie pérenne sans paix et sans stabilité politique. Par là, je veux dire que la condition première pour édifier et consolider le Renouveau démocratique, c'est l'unité et la cohésion nationales, car aucun véritable renouveau démocratique ne se réalisera dans la division, la haine inter-ethnique et le régionalisme. Il y a, certes, beaucoup de priorités pour un gouvernement, mais les toutes premières pour moi, sont l'unité nationale et la gestion saine des différences ethniques et régionales.

Monsieur Alphonse Goussi
Maçon



Le prochain gouvernement de notre pays doit mettre l'accent sur la restauration de l'Etat de droit, c'est très important. Cela revient à dire que l'esprit de la Conférence Nationale de Février 1990 doit être restitué, car cette Conférence Nationale constitue notre principal point de repère aujourd'hui.

Le gouvernement doit ensuite promouvoir l'unité nationale qui est une valeur cardinale pour tous les pays africains, le notre en particulier; il faut faire de l'emploi une question nationale de premier plan. Il faut une politique de l'emploi multi-sectorielle et très pragmatique.

Surtout pour qu'il y ait paix sociale et stabilité politique, il faut signer un contrat avec tous les partenaires sociaux car une trêve sociale est nécessaire.

JE NE ROULE POUR AUCUN AUTRE CANDIDAT...

(Suite de la page 3)

monétaire, économique et politique afin d'éviter tout déséquilibre brutal.

«La Croix du Bénin» : Monsieur Léandre Agbovi Kouessan Djagoué, l'une des plaies les plus importantes de la République du Bénin et qui fait atrocement souffrir les jeunes, les diplômés sans emploi et les déflâtrés en général est le chômage. Quels remèdes entendez-vous lui appliquer à la satisfaction de tous si l'arrivaient que vous êtes élu Président de la République ?

Monsieur Léandre A. K. Djagoué : Comme j'ai eu à le préciser dans mon projet de société, la lutte contre le chômage devra être la priorité de tout gouvernement. Ce n'est pas le lieu de formuler des propositions démagogiques pour résorber progressivement le chômage.

Seulement la politique de création et de promotion des petites et moyennes entreprises doit être poursuivie pour augmenter les possibilités offertes par le marché de l'emploi. Parallèlement, l'Etat devra encourager les initiatives crédibles allant dans le sens de l'auto-emploi.

J'entends organiser un forum de l'emploi au cours duquel toutes les forces vives de la Nation seront associées et leurs propositions seront passées à la loupe. Les départements ministériels compétents se chargeront de mettre en application les décisions les plus importantes qui seront prises. La recherche d'une solution durable au chômage passe inévitablement par la mobilisation de toutes les énergies au plan national.

«La Croix du Bénin» : Monsieur Léandre Agbovi Kouessan Djagoué, de son évolution aujourd'hui au Bénin ?

Monsieur Léandre A. K. Djagoué : L'école béninoise est très inadaptée aux exigences du monde contemporain. Le système éducatif tel qu'il est conçu favorise beaucoup plus la formation de citoyens dont les structures d'accueil n'existent pas sur le marché de l'emploi. Nos facultés ne forment que des diplômés sans emploi de même que certains établissements d'enseignement professionnel. Adapter l'école au cadre de vie et surtout aux possibilités du marché de l'emploi, telle devra être la nouvelle orientation qu'il importe de donner à notre système éducatif.

Je ne comprends pas, que depuis trente ans de notre indépendance, que les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais pensé à créer au moins deux centres de formation agricole par Département, alors que le secteur primaire mobilise plus de quatre-vingt pour cent de la population nationale. À l'époque actuelle de notre développement, l'école béninoise n'a pas besoin de spécialiste de la chimie nucléaire, des questions spatiales... Au contraire, nous avons besoin de travailleur compétent dans le secteur des bâtiments, de l'hydraulique, de la construction mécanique, de l'agriculture, des petits services. Et c'est justement dans ce sens que l'on devra orienter prioritairement l'école béninoise si l'on ne veut pas courir le risque d'une explosion sociale en raison de l'incapacité du gouvernement à pouvoir trouver de l'emploi aux jeunes sortis des universités «occidentalisées». Mon intime conviction, c'est qu'il faut repenser l'école béninoise à son étape actuelle pour l'adapter aux exigences économiques et sociales de notre pays.

«La Croix du Bénin» : Monsieur Léandre Agbovi Kouessan Djagoué, pensez-vous qu'une réforme de l'administration publique s'impose en République du Bénin ? Dans l'affirmative, comment la concevez-vous ?

Monsieur Léandre A. K. Djagoué : La démocratie sera ou ne sera pas à la base. Il faut déplacer le centre des débats vers les collectivités locales afin qu'elles soient les véritables actrices. Il faut mettre un terme à cette centralisation des pouvoirs où toutes les décisions sont prises à Cotonou et les habitants du Bénin profond doivent les mettre en application.

Cette conception de la gestion publique est largement dépassée dans un Etat de droit. C'est pourquoi la réforme de l'administration territoriale est une nécessité impérieuse de notre processus démocratique. Elle constitue même le socle, le fondement de toute démocratie durable et je me réjouis que des efforts sont déjà faits dans ce sens à travers la naissance de multiples organisations non gouvernementales actives sur le terrain et qui restent des structures dynamiques en matière d'émanicipation de nos peuples.

Cependant, force doit rester à la prudence pour éviter une décentralisation fantaisiste qui créera de nombreux conflits sociaux et rendra opaque le fonctionnement de l'administration territoriale. J'estime que cette réforme de l'administration territoriale ne sera efficace qu'à partir du moment où les populations auront accès aux canaux de communication et comprendront effectivement les messages véhiculés par eux. Il faut donc éduquer le peuple. L'alphabetisation on s'en doute, a un rôle non négligeable à jouer dans toute décentralisation qui se veut être un instrument au service d'un développement durable.

«La Croix du Bénin» : Monsieur Léandre Agbovi Kouessan Djagoué, lorsqu'on observe la terreur que répand une certaine presse sur nos paisibles populations qui ne cherchent qu'à s'informer et se former, on est tenté de se ranger du côté de Balzac qui disait que «si la liberté de la presse n'existe pas, il ne faudrait surtout pas l'inventer». Qu'en pensez-vous ?

Monsieur Léandre A. K. Djagoué : Je partage avec vous vos préoccupations pourtant légitimes d'une presse dont la ligne éditoriale, loin d'informer, n'est rien d'autre que de la propagande politique. Mais je dois vous rassurer que la maturité de la population béninoise permet de cibler cette presse qui se préoccupe très peu des exigences déontologiques pour se livrer à la désinformation, attiser la passion. Les électeurs ne les considèrent pas comme étant des groupes de presse, mais par contre comme étant un organe d'appui de tel candidat ou de tel autre. Cette clarification et cette sélection constituent à mon avis un signe de maturité qui atténue cette terreur que répète une certaine presse nationale.

Mais il faut comprendre qu'il se pose là un problème réel à notre corporation, celui de la liberté d'une presse véritablement indépendante à l'égard des candidats et partant des formations politiques et la démission de l'Etat à l'égard de cette presse qui a besoin d'être prise en compte. La presse béninoise a été l'enfant pauvre des réformes observées sous le renouveau démocratique et nous espérons que ce second quinquennat permettra à tous les décideurs de s'impliquer dans cette recherche d'une nouvelle législation de la presse, des appuis nécessaires pour que le professionnalisme l'emporte sur toutes formes de propagande.

POLITIQUE — DIPLOMATIE

Regards sur l'an 2000

La longue marche de l'Europe

Les quinze vont à nouveau plancher sur l'évolution de l'Union européenne, lors de la conférence intergouvernementale qui s'ouvrira à Turin fin mars 1996. Au menu: ap-profondissement et élargissement. En effet, la construction européenne doit aujourd'hui répondre à plusieurs défis: poursuivre son approfondissement, sachant que tous ses membres ne poursuivent pas les mêmes objectifs, et gérer son élargissement aux Etats qui frappent à la porte, sans perdre pour autant sa cohésion.

La Conférence de Turin arrive à point nommé, car en France, et hors de l'Hexagone, le débat sur l'Europe est relancé avec une acuité particulière. Tout y concourt: la crise économique qui frappe le Vieux continent, le chômage, l'approche d'échéances européennes, l'abolition des frontières, la monnaie unique, l'union politique, la défense.

L'Europe, tout le monde en parle, certains la craignent, d'autres la souhaitent, mais beaucoup n'y comprennent plus rien. Pourquoi ces doutes? Parce que aujourd'hui, où la situation nationale se fait rude, en France comme ailleurs, chacun a tendance à retourner vers ses racines, s'attachant aux réalités palpables et aux enjeux de proximité. Il faut reconnaître qu'en matière de proximité, la construction de l'Europe reste un casse-tête pour beaucoup d'esprits.

Le net ralentissement de la croissance économique en Europe, en particulier en France et en Allemagne, entraînant une nouvelle progression du chômage, à relancer le débat sur la faisabilité de la monnaie unique européenne au 1er Janvier 1999. C'est à Madrid, en décembre 1995, que les quinze ont fixé les prochains rendez-vous de l'Europe, avec, en priorité, l'adoption de la future monnaie unique qui s'appellera l'Euro.

La monnaie unique doit permettre de contrebalancer la suprématie du dollar et rendre les Européens davantage



maîtrise de leur taux d'intérêt. Pour cela, l'union monétaire doit être crédible, c'est-à-dire réunir le plus de membres possibles, à la seule condition que leur gestion financière soit rigoureuse. L'Union monétaire est un outil contre la spéculation et les excès libéraux du Marché unique, mais aussi une mécanique compliquée qui implique risques et contraintes. Elle nécessite, notamment, une coordination étroite des politiques économiques et un renforcement de la négociation sociale. A Bruxelles, on espère que la relance des activités économiques permettra de réduire le nombre des chômeurs européens, qui représente actuellement un peu plus de 11% ("dix-huit millions de personnes) à moins de 7% de la population active européenne. On espère aussi que la monnaie unique permettra de renforcer le poids de l'Europe face aux blocs nord-américain et asiatique.

En fait, le débat concernant la monnaie unique s'inscrit dans les fameux critères du traité de Maastricht, qui impliquent de ramener les déficits publics à moins de 3% du produit national brut (PNB) d'ici fin 1997, alors qu'ils ont été en 1995 supérieur à 5% en France et à 3,5% en Allemagne et que les mesures d'austérité

nécessaires pour atteindre l'objectif ne peuvent que ralentir encore davantage l'activité économique. Au fond, l'une des grandes questions qui se pose aux responsables européens est de savoir dans quels domaines les Etats membres, actuels ou futurs, vont

Etats, mais pour lesquels des avancées sont aujourd'hui ressenties comme nécessaires, aussi bien par les gouvernements que par l'opinion

En fait, sur un plan plus général, on peut se demander si l'Europe de Maastricht ne reste pas le fruit d'une logique du passé, celle de la guerre froide. Dans ce cas, il faudrait, de toute urgence, redéfinir l'idée européenne, afin qu'elle ne pâtit pas d'un projet qui la handicape plus qu'il ne l'aide à prendre corps dans un monde changeant.

On peut se demander si une Europe trop nombreuse est viable. Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire de la civilisation européenne, ni de rappeler les facteurs qui ont agi historiquement contre l'unité du vieux continent (diversité des langues, croyances religieuses, spécificité des différents pays, guerres incessantes, périodes de régression). En cette fin de siècle, la grande question est la suivante: phénomène historique sans précédent, l'Europe de Bruxelles est-elle bien close, refermée sur elle-même? Existe-t-il une autre Europe possible et ouverte: celle qui, au lieu de règlements rigides portant sur des sujets souvent mineurs, admettrait progressivement toutes les nations véritablement européennes?

Pierre Delmas (MF)

LISTE DES 15 PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

Allemagne	Danemark
France	Royaume-Uni
Pays-Bas	Suède
Belgique	Finlande
Luxembourg	Italie
Autriche	Espagne
Irlande	Portugal
	Grèce

ACHETER "LA CROIX" C'EST BON. S'Y ABONNER EST POURTANT MIEUX.

L'EUROPE EN CINQ DATES

1958 :	Traité de Rome (Europe des 6)
1979 :	Création de l'Ecu
1985 :	Acte Unique Européen
1992 :	Traité de Maastricht
1999 :	Mise en place de la place unique